

7 Investissement

En 2017, l'investissement de l'ensemble de l'économie augmente de 5,7 % en valeur et de 4,5 % en volume, après + 3,2 % en valeur et + 2,8 % en volume en 2016. La croissance est portée principalement par les entreprises non financières.

L'investissement des entreprises non financières augmente de 4,9 % en valeur (après + 3,7 % en 2016 et + 3,1 % en 2015), soutenu principalement par les dépenses en activités informatiques (programmation, conseil, gestion d'installations) et en services d'information (traitement de données, hébergement de sites internet, etc.), qui progressent de 8,7 %. Ces dépenses représentent 17,0 % du total des dépenses d'investissement des entreprises non financières. Cette part est en constante augmentation depuis 2012. Bien que moins dynamiques, les dépenses en recherche et développement scientifique accélèrent (+ 4,0 % après + 0,6 % en 2016) tout comme celles en machines et équipements n.c.a. (+ 6,2 % après + 2,0 %). Les dépenses en véhicules automobiles ralentissent (+ 4,6 % après + 7,7 %) et l'investissement en construction reprend après plusieurs années de baisse (+ 3,3 % après - 0,2 % en 2016 et - 1,3 % en 2015). En 2017, le taux d'investissement global des entreprises non financières progresse pour la quatrième année consécutive et atteint 21,9 %.

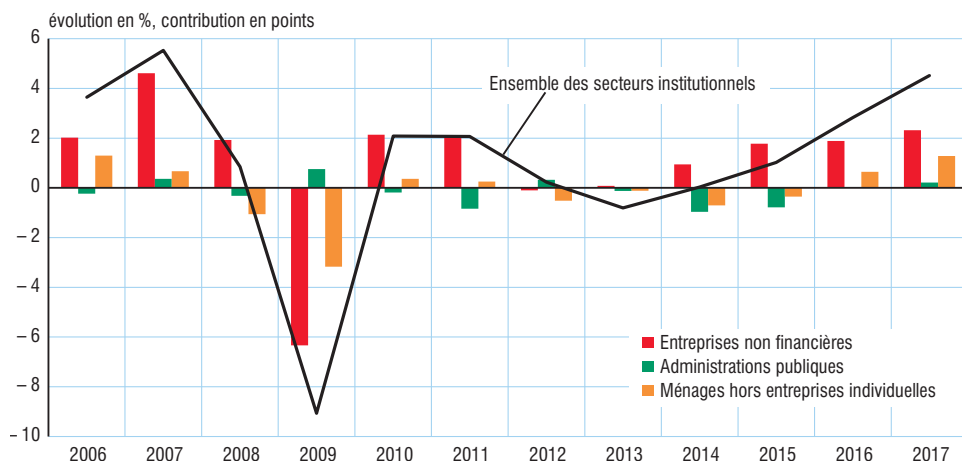
En 2017, l'investissement des entreprises financières est particulièrement dynamique : + 17,0 % en valeur, après + 6,5 % en 2016. Cette accélération provient des dépenses en

activités informatiques et en services d'information (+ 27,4 %), en construction (+ 9,2 %), ainsi qu'en produits informatiques, électroniques et optiques (+ 20,7 %).

L'investissement des administrations publiques reprend en 2017 (+ 3,1 % en valeur, après + 0,3 % en 2016 et - 6,0 % en 2015). Les dépenses rebondissent fortement dans le génie civil (+ 11,5 % après - 6,9 % en 2016) et la construction (+ 6,2 % après - 4,1 %). Celles de matériels de transport diminuent fortement (- 41,5 %) et reviennent à un niveau proche de 2014, les dépenses en 2016 ayant été dopées par d'importantes livraisons de matériel militaire (+ 107,2 %). Contrairement à 2016, la croissance des investissements en 2017 est principalement imputable aux administrations publiques locales : leurs dépenses augmentent pour la première fois en quatre ans (+ 7,2 % après - 3,2 % en 2016, - 9,6 % en 2015 et - 8,3 % en 2014). À l'inverse, celles de l'État reculent de 6,0 % après deux années de forte hausse (+ 15,1 % en 2016 et + 13,6 % en 2015).

Enfin, l'investissement des ménages accélère après s'être redressé en 2016 : il augmente de 7,6 %, après + 3,6 % en valeur en 2016. Ceci est dû aux dépenses en construction (+ 6,0 % après + 2,3 %), ainsi qu'en transactions immobilières (commissions d'agences, émoluments des notaires et droits de mutation à titre onéreux principalement), dans le neuf comme dans l'ancien (+ 13,5 % après + 7,6 %). ■

1. Contribution des secteurs institutionnels à l'évolution du volume d'investissement



Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

2. Investissement des secteurs institutionnels en valeur

en %

	2017 (en milliards d'euros)	Évolution									
		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	
Entreprises non financières	288,7	-11,5	4,8	6,1	1,1	0,6	1,9	3,1	3,7	4,9	
Entreprises financières	24,1	-11,5	-8,2	19,8	16,2	-18,2	20,0	8,5	6,5	17,0	
Administrations publiques	77,5	4,8	0,6	-1,6	3,6	-0,3	-5,5	-6,0	0,3	3,1	
Ménages (hors entreprises individuelles)	120,9	-13,4	3,5	4,4	-0,7	-0,5	-0,7	-1,1	3,6	7,6	
ISBLSM	4,8	5,1	4,1	4,4	1,5	3,4	2,7	2,2	2,5	2,3	
Ensemble	515,9	-9,1	3,2	4,6	1,6	-0,5	0,5	0,8	3,2	5,7	

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

3. Évolution de l'investissement de l'ensemble des secteurs, en volume au prix de l'année précédente, par produit

en %

	2017 (en milliards d'euros)	Évolution									
		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	
Agriculture, sylviculture et pêche	1,2	2,3	0,0	-9,1	15,5	14,3	10,2	4,8	-6,0	-9,5	
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	113,9	-17,0	7,6	1,5	2,0	-3,2	2,1	4,3	7,5	3,4	
Équipements électriques, électroniques, informatiques, machines	40,0	-21,9	4,1	10,2	2,7	-4,7	3,9	5,4	2,9	7,6	
Matériels de transport	37,0	-23,8	25,9	-9,1	2,3	-2,7	0,5	6,6	16,3	0,3	
Autres produits industriels	37,0	-4,5	-3,0	2,8	1,0	-2,2	1,5	1,1	4,2	2,2	
Construction	215,7	-6,6	-2,4	1,0	-2,5	-0,4	-2,2	-2,4	-0,4	3,4	
Génie civil	32,2	-6,7	-4,3	-0,3	-3,0	2,3	-3,0	1,7	-3,4	5,2	
Bâtiments ¹ et travaux spécialisés	183,5	-6,6	-2,1	1,2	-2,4	-0,9	-2,0	-3,2	0,2	3,1	
Services principalement marchands	179,2	-7,1	5,8	4,3	3,1	0,1	1,9	3,8	4,1	6,7	
Information et communication	76,1	-6,9	4,8	3,3	5,1	1,4	3,7	5,2	7,2	9,9	
Activités immobilières	5,4	-34,1	18,1	-6,3	-2,8	-0,3	-5,0	-5,4	14,0	9,9	
Activités spécial., scient. et techn. et activités de services admin. et soutien	95,5	-4,8	6,3	5,7	2,0	-0,4	1,0	3,4	1,4	4,3	
Autres activités de services	2,2	-11,2	-9,0	0,6	9,2	-12,1	2,3	-3,9	2,0	2,2	
Ensemble	510,0	-9,1	2,1	2,1	0,2	-0,8	0,0	1,0	2,8	4,5	

1. Y compris la promotion immobilière.

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.